

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76315  
Cedex 2  
44036 NANTES

NANTES, le 30/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL DU GOT**

LE PETIT COISCAULT  
SAINT SULPICE DES LANDES  
44540 VALLONS-DE-L'ERDRE

Références : 2023-03069

Code AIOT : 0054401882

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement EARL DU GOT implanté LE PETIT COISCAULT SAINT SULPICE DES LANDES 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DU GOT
- LE PETIT COISCAULT SAINT SULPICE DES LANDES 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE
- Code AIOT : 0054401882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de poulets de chair soumis à autorisation

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant - Transfert de l'autorisation environnementale	Code de l'environnement du 01/07/2023, article R181-47	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Conformité des installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/1998, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
4	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13	Sans objet
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
8	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 37	Sans objet
9	Émissions atmosphérique d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'élevage n'est pas en état de fonctionnement régulier en raison de l'absence de déclaration de

changement d'exploitant et du dépassement de l'effectif d'animaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Changement d'exploitant - Transfert de l'autorisation environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2023, article R181-47
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déclaration de transfert de l'autorisation environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration de changement d'exploitant en Préfecture, transfert de l'autorisation environnementale
<b>Constats :</b> L'EARL du Got a succédé à l'EARL du Petit Canal le 1er mars 2022 pour l'exploitation de l'élevage de volailles soumis au régime de l'autorisation situé à La Petit Coiscault. Le changement d'exploitant n'a pas été déclaré à la Préfecture.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Conformité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Effectif
<b>Prescription contrôlée :</b> Effectif d'animaux, nombre d'emplacement.
<b>Constats :</b> Le nombre de volaille mis en place constaté est de 94 146 poulets de chair. Cet effectif est supérieur au nombre de 88 500 de volailles autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 1998 article 2, du précédent propriétaire l'EARL Du Petit Canal.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Intégrations paysagères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
<b>Constats :</b> Présence de déchets divers accumulés (bidons, matériels usagés...) aux abords du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 4 : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
<b>Constats :</b>

Le plan de lutte contre les nuisibles n'est réalisé (absence d'appât constaté aux abords des bâtiments)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b> Le contrôle des installations électriques n'est pas réalisé tous les cinq ans. Le contrôle périodique des extincteurs n'est pas réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.
<b>Constats :</b> Les produits dangereux ou toxiques pour l'environnement ne disposent pas d'un stockage avec une rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 7 : Collecte et stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage des effluents
<b>Constats :</b> Les effluents (fientes) ne sont pas stockés sur le site d'élevage. L'exploitation dispose d'un contrat d'enlèvement avec un méthaniseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan d'épandage
<b>Constats :</b> La totalité des fientes est destinée à une société de méthanisation. L'exploitation dispose d'un contrat d'enlèvement des fientes en date du 26 novembre 2022. Le contrat est incomplet et ne précise pas les quantités N et P maximales des déjections apportées à l'unité de méthanisation. Les bons d'enlèvements ne précisent pas les quantités N et P des fumiers enlevés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 9 : Émissions atmosphérique d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions d'ammoniac (GEREP) n'est pas réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites